

UNEF RENOUVEAU, Association générale des étudiants brestois. 1971 à 1976.

Jean-Yves GUENGANT, 19 août 2021. [Ci-dessous photo de l'auteur en août 1973]

Membre d'une fratrie de trois enfants (1947 à 1953), j'en suis le benjamin (1953). Entré à l'Université, en Histoire après un baccalauréat D. Boursier. DUEL en 1973, licence en 1974, CAPES théorique en 1975, CAPES pratique en 1976, professeur d'histoire-géographie dans l'Orne puis dans le Morbihan, proviseur-adjoint en 1987, proviseur en 2000, retraité en 2015.



.....

Je m'appelle Jean-Yves GUENGANT, je suis né en 1953. Originaire de Brest, j'avais suivi mes études secondaires au lycée classique de KERICHEN en série scientifique.

Lycée de Kérichen – Brest

J'étais entré au lycée en septembre 1968 – les Événements avaient été sur Brest une réplique de ce qui s'était passé dans le pays, j'y reviendrai – et la nouveauté avait été les élections de délégués de classe et leur présence au conseil de classe. Lycéen, je participai à de nombreuses manifestations de l'après 68. Il y avait un cercle de lycéens plus politisés, de différents mouvements – autonomistes bretons, cercles Rouge, jeunes PSU – qui s'organisèrent d'abord autour d'un journal lycéen, Opinions, et furent actifs dans divers secteurs : soutien aux Basques emprisonnés (procès de Burgos), mise en cause du Rotary Club qui souhaitait s'immiscer dans l'information sur les métiers ; nous fîmes campagne sous le slogan « Rotary, courroie de transmission du patronat » ...

Cette expérience me préparait à d'autres combats et j'étais sensible au combat syndical. J'appartenais à une famille de petits commerçants du quartier populaire de Saint-Martin. Ils n'étaient pas bien riches et quand il s'agit de faire des études supérieures, il était évident qu'il était préférable que je puisse les faire à Brest. Mon frère aîné était le premier de notre famille à faire des études supérieures : il fut inscrit à Rennes-2, la formation désirée n'existant pas à Brest. Après mon baccalauréat, je m'inscrivis en octobre 1971 à la faculté des Lettres de Brest. J'avais décidé de faire des études d'Histoire et géographie. La section était l'une des plus actives sur le plan des revendications. Beaucoup de syndiqués venaient de cette section. La présidence de l'AGEB de 1971 aux années 1975, date de mon départ de l'université – je venais d'être admis au CAPES d'Histoire en 1975 et je fis en 1975-1976 mon stage d'application au Centre pédagogique régional (CPR), antenne de Brest. En 1976, je fus nommé au lycée Napoléon, à L'Aigle, Orne. En 1981 je revins en Bretagne, dans le Morbihan

L'université de Bretagne occidentale, une toute nouvelle université

L'université de Bretagne occidentale (UBO) fut créée en 1971. Depuis 1959, existait à Brest un Collège scientifique universitaire, rattaché à Rennes-1, ainsi qu'un IUT, construit en 1962 et ouvert en 1963. Malgré une opposition déclarée de Rennes, Brest obtint en 1968 la création du CNEXO (ex-Ifremer) qui boosta le développement universitaire brestois. En 1966 et 1968 sont créées deux facultés de plein droit, Sciences et technique, puis Lettres et

sciences sociales. La création d'une faculté de médecine et d'un institut de droit complètent le tableau, permettant aux trois facultés, à l'institut et aux deux IUT (Brest et Quimper) de se regrouper en université.

Le 1^{er} janvier 1971 l'université est enfin créée. C'est une victoire importante pour la Bretagne occidentale : une population scolaire nombreuse pouvait trouver sur Brest un débouché. Les études moins coûteuses, permettaient aux jeunes urbains de milieu social populaire et aux jeunes ruraux de poursuivre des études. Il est important de comprendre cette situation particulière, car 30 % des étudiants étaient d'origine ouvrière et rurale. Principalement concentrés en Lettres, Sciences et IUT.

A part l'IUT de Quimper, l'université était brestoise. Cela entraîna des conséquences sur la création et le développement de l'Association générale des étudiants brestois, l'AGEB, qui se développa essentiellement en Lettres et en Sciences, mais ne put créer de structures en Médecine et en Droit. Les IUT étaient quant à eux indépendants de l'université et les étudiants ne se considéraient pas liés à l'UBO.

L'université avait à sa tête le président Raymond-François Le Bris, qui fit ensuite une carrière à la direction du ministère de l'enseignement supérieur, comme directeur de cabinet du ministre puis plus tard comme directeur de l'ENA. Sa contribution au développement de l'université de Brest fut importante. En 1972 lui succéda Julien Querré, professeur d'université et maire du Relecq-Kerhuon, ville de l'agglomération urbaine brestoise.

Il y avait en 1971, un peu moins de 6000 étudiants, contre 22 000 aujourd'hui. Deux cités universitaires, deux restaurants universitaires, une bibliothèque universitaire, avaient été construits sur un vaste plateau, dans le cadre du développement urbain brestois de l'après-guerre : Brest II ou Brest-BelleVue. Les facultés avaient remplacé une grande cité de baraques, née dans l'immédiat après-guerre. Notre génération (1947-1953) était issue du baby-boom et de la politique éducative mise en place dans les années cinquante et soixante. La topographie favorisait la division des facultés, Médecine et droit installés en centre-ville, Sciences et lettres en périphérie.

Le mouvement étudiant en Bretagne

Le mouvement étudiant évolua de façon différente en Bretagne que dans le reste du pays. Les manifestations trouvèrent tout de suite un écho en Bretagne. Le 6 mai 1968 500 manifestants à Rennes, et le 8 mai, lors des manifestations sur le thème « L'Ouest veut vivre », initiées par les syndicats ouvriers et paysans, sans lien avec les événements parisiens, les étudiants représentent près de la moitié des 7000 manifestants rennais. L'AGER-UNEF, dont l'histoire est ancienne et active a de nombreux adhérents, sûrement supérieurs à 1000¹. L'AGER avait préparé depuis des semaines cette manifestation. Le 7 mai, c'était au tour de Brestois de se mettre en grève massivement : il n'y avait pas de tradition de luttes syndicales et les étudiants étaient bien moins nombreux qu'à Rennes ou Nantes. Curieusement, c'est une histoire de ségrégation sexuelle à la cité universitaire qui mit le feu au feu aux poudres quand le 15 février 1968, 300 résidentes décidèrent d'occuper la résidence des garçons. A leur tour les garçons décidèrent l'occupation de la résidence des filles le 17 février. Un mois avant le 22 mars 1968, le mouvement de 68 commençait à Brest ! A partir de mars, l'AGEB se lança dans la bataille pour organiser la manifestation qui devait porter le slogan « Vivre et travailler au pays » prévue le 8 mai. On

¹ Laurent Jalabert, *Panorama des mouvements étudiants dans l'Ouest autour de Mai 68*, in « **L'Ouest dans les années 68** », Presses universitaires de Rennes, 2012. OpenEdition.org, [L'Ouest dans les années 68 - Panorama des mouvements étudiants dans l'Ouest autour de Mai 68 - Presses universitaires de Rennes \(openedition.org\)](http://OpenEdition.org)

estima que la quasi-totalité des étudiants étaient grévistes le 7 mai. Leur participation au cortège fut remarquée. Le cortège réunit près de 12 000 personnes (100 000 au total) :

« Pour symboliser l'entente des étudiants, des ouvriers et des paysans, la présidence du meeting avait été confiée à M. Bernard Boudic, président de l'Association des étudiants de Brest, affiliée à l'U.N.E.F. » Le Monde, 10 mai 1968.

Sur le mouvement étudiant brestois en 1968, lire « L'expérience paritaire au Collège universitaire de Brest en mai-juin 1968. Vincent Porhel, Article Cairn – Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest-2019 <https://www.cairn.info/revue-annales-de-bretagne-et-des-pays-de-l-ouest-2019-1-page-181.htm>

Le mouvement étudiant s'est développé tout de suite en relation étroite avec les syndicats, notamment dans une coopération enseignants-étudiants qui deviendra la marque de fabrique du syndicalisme étudiant brestois.

Contrairement à Rennes, où existait une extrême-gauche marxiste-léniniste et à Nantes, où un courant libertaire était fort, il n'y avait pas de tradition d'extrême-gauche dans le milieu étudiant brestois. A partir de 1968, deux courants politiques étaient présents : l'Union des Étudiants communistes, dont Paul Lespagnol (1949-2003), membre de la fédération du PCF, fut l'organisateur, et l'Union démocratique bretonne (UDB) qui réussit au début des années 1970 à réunir les étudiants autonomistes (UDB et la Jeunesse étudiante bretonne (JEB) dont était issu Bernard Boudic, alors en perte de vitesse)

L'UNEF Renouveau

L'UNEF Renouveau se bâtit donc sur une base à la fibre syndicaliste et issue d'une gauche communiste et autonomiste (une convergence existait entre les deux partis, l'UDB ayant dû en 1970 expulser sa tendance gauchiste, surtout présente à Paris et à Rennes). La liaison enseignants-étudiants était renforcée par la présence dans le corps enseignant de jeunes professeurs, recrutés lors de la montée en puissance de l'UBO. Maîtres assistants et maîtres de conférences dont un nombre non négligeable étaient membres du PCF et de l'UDB : des figures comme Jean Rosmorduc (PCF), physicien et historien des sciences, ancien de l'UNEF en 1961-1962 à Bordeaux, PCF, et Ronan Leprohon, historien, ancien de l'UNEF (Rennes) et membre d'un réseau de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie, UDB.

Les événements de Mai 68 avaient fait émerger une démarche originale reposant sur une organisation strictement paritaire, les contestataires brestois, tant étudiants qu'enseignants, vont initier une réforme profonde des structures même de l'université. Edmond Monange, historien, assistant à l'époque et membre du SNESUP qui regroupait la majorité des enseignants de la période, et Bernard Boudic jouèrent un rôle de premier plan dans cette contestation « paritaire ». En 1971, l'AGEB choisit de rejoindre l'UNEF Renouveau et d'adopter une démarche syndicale en alliance avec les syndicats ouvriers et enseignants.

Mon passage à l'UNEF Renouveau

J'avais adhéré à l'UDB en 1971 et naturellement dès que je fus étudiant, j'adhérai à l'UNEF Renouveau car c'était la consigne de mon parti, mais parce qu'aussi je considérais qu'il était important de se syndiquer, afin de pouvoir défendre collectivement nos intérêts. J'habitais une ville ouvrière, habituée aux luttes et aux manifestations, mon quartier était un ancien quartier ouvrier du centre-ville. Enfin la famille de ma mère était ouvrière : mon oncle était ouvrier à l'arsenal, mon cousin travaillait à EDF.

J'appréciai l'aspect syndicaliste de l'UNEF qui bâtissait son action sur l'amélioration du quotidien. Dans les assemblées générales d'étudiants, souvent importantes (400 personnes) nous bataillions contre quelques éléments qui reprochaient à l'UNEF Renouveau d'être trop proche des syndicats enseignants (SNESUP) ou ouvriers (CGT). L'AGEB avait vu baisser ses effectifs comme de nombreuses associations étudiantes dans l'après événements.

Je me souviens que nous avons décidé de participer aux élections universitaires et nous devinrent la seule association étudiante représentée, à la faculté et à l'université. Elu en 1972, je fus assesseur étudiant à la faculté des Lettres et vice-président étudiant au conseil d'université pendant deux années. Après ma licence, la préparation aux concours ralentit mon militantisme, mais j'avais été élu au conseil local du CROUS. Les élections étudiantes ne touchaient pas un public important, une majorité des étudiants ne s'y intéressant pas. En revanche les mobilisations étudiantes étaient souvent importantes. Nous pouvions mobiliser surtout en Lettres, pas du tout en médecine. La faculté de Droit était plus amorphe. Cependant, il n'existait pas à Brest des organisations de type UNI.

Le fait d'être élus dans les conseils nous apporta des moyens. Nous avions en Lettres et en Science des locaux : celui des Lettres était le local principal, une salle de cours de grande taille, située dans un endroit proche du centre de la faculté, par lequel transitaient les étudiants. Nous avions à notre disposition des moyens de reprographie suffisant pour notre action.

Les principales actions menées portaient sur les conditions de vie et d'études des étudiants : l'accès aux cités universitaires par les boursiers – très tôt on constata que les cités universitaires, non seulement n'étaient pas adaptées au mode de vie des étudiants (chambres très petites, sanitaires assez frustrés) mais ne suivaient pas l'évolution rapide du nombre d'étudiants – la cherté de la vie pour des budgets limités... De là vint l'inscription dans notre combat syndical de l'allocation d'études, perçue comme un « revenu étudiant », dont les IPES -Instituts de préparation aux enseignements du second degré, 1957 à 1979 – qui avaient créé des élèves-enseignants étaient une préfiguration. C'était à mon avis la mesure la plus importante à promouvoir à l'époque, et aujourd'hui encore. Il s'avéra que ces propositions, coûteuses pour le budget national, ne furent jamais prises en considération. La crise économique, qui se développait depuis 1971 et s'aggrava avec le premier choc pétrolier, réduisit considérablement notre pouvoir de manœuvre.

Imaginé comme un syndicat dans un système de cogestion, dans une économie riche et en expansion, l'UNEF peinait à trouver des remèdes à une population étudiante qui grossissait rapidement et qui n'avait aucune pratique syndicale. La tradition universitaire n'existait pas à Brest, comme cela pouvait être le cas à Paris ou les grandes métropoles. Lorsque l'on créa à Quimper une annexe puis que Lorient devint l'université de Bretagne-sud, ce phénomène s'accrut. Plus les étudiants étaient proches de leur lieu d'origine, moins se créait une communauté spécifique. Plus tard apparurent des phénomènes qui étaient à l'époque limités, les fêtes étudiantes du jeudi soir. Certes nous avions des fêtes, mais elles se limitaient à ce qu'en Bretagne on nomme « la piste ».

Fonctionnement interne

Notre effectif resta assez stable pendant les années où je fus présent à Brest. Moins d'une centaine au total, avec une majorité se trouvant concentrée en Lettres. Nous avions toujours un noyau en Sciences. Les congrès syndicaux réunissaient une fois par an sur un ou deux jours les membres du syndicats : une quarantaine de personnes y assistaient. Nous eûmes des représentants du bureau national. C'est ainsi que lors du premier congrès auquel j'assistais, je fus repéré par Cohen, un membre du BN, et j'accédais au bureau local. Je

devins assez rapidement le président de l'AGEB et ce jusqu'en 1973. Mon mandat fut de courte durée, essentiellement pour des raisons personnelles sans relation avec le syndicat. On me proposa un stage de formation qui se tint à l'Université d'Orsay, en février 1972, je crois, où nous étions également hébergés. Pendant une semaine, formation, interventions des membres du BN, visites, nous permirent de nous faire une idée du syndicalisme étudiant. C'était ma première sortie de Bretagne et je me rendais compte qu'il n'y avait aucune comparaison à faire entre notre faculté provinciale et les grands centres universitaires comme Nanterre ou la cité universitaire, zone de concentration extrême de populations étudiantes venues du monde entier ! J'en fus effaré.

Parallèlement à ce stage, fut mené à mon égard une campagne de séduction par l'Union des Etudiants communistes. André Ouzoulias me servit de chaperon, me guidant dans le Paris communiste, d'un centre de pionniers de Montreuil à un meeting de Jacques Duclos en soutien à l'unité populaire chilienne ! Je rencontrai d'autres militants comme Gilbert Wasserman. Mais cette pression amicale ne fut pas concrétisée par une adhésion au PCF. Je me rappelle une scène : nous allions manger dans un restaurant, notre groupe croisa le bureau national de l'autre UNEF, Cambadélis en tête. Je trouvais que les deux UNEF auraient formé un groupe plus puissant mais les clivages politiques étaient tels que cela rendait impossible tout travail commun. Professeur, je rencontrai les mêmes problèmes au sein de la FEN.

En 1973, ma situation personnelle changea. Je me mariaï et fus pendant l'été père d'un petit garçon. Cela changeait mes objectifs et nécessitait de finir au plus vite mes études (Je n'ai passé que quatre années à l'université, préparation du CPES incluse). Nous avons choisi, mon épouse et moi, de faire un fest-noz, ouvert à tous nos amis et camarades. Or mon mariage se passait le jour du congrès de l'AGEB. Sans vraiment de préparation, les membres du syndicat estimèrent que je ne pourrais pas assumer toutes mes tâches et me délestèrent de mon poste de président. Puis le congrès terminé, vinrent tous au fest-noz. J'appris alors mon « retrait » du poste, dans une tradition stalinienne, somme tout bon enfant. Je restai au bureau en second plan et quelque part cela m'arrangeait.

Souvenirs

Il n'y eut pas ou peu de réformes importantes dans le Supérieur après 1968. Il faut attendre 1986 et le projet de loi Devaquet, réinstaurant la sélection à l'entrée de l'Université pour voir une mobilisation de grande ampleur. La seule grande réforme qui touchait directement les étudiants fut en 1973 la loi sur le service militaire, dite loi Debré. Votée en 1970, la loi commença à être appliquée en 1973. Elle supprimait le sursis accordé pour les personnes effectuant des études au-delà de 21 ans. Ce mouvement concernait les nouveaux sursitaires, lycéens principalement. Les étudiants se joignirent au mouvement, ayant des revendications propres à porter sur la réforme des cycles universitaires (premier cycle notamment). Ce fut un moment important de manifestations sur Brest.

En 1973, lors des manifestations contre la réforme du premier cycle universitaire, eurent lieu des mobilisations importantes d'étudiants – surtout en Lettres, où l'avenir étant moins sûr, les craintes ont toujours été plus fortes. Nous n'étions pas nombreux à porter la contradiction et à se battre sur les positions du syndicat. Nous étions moins d'une dizaine dans des salles de 500 étudiants et il fallait avoir de la conviction et de la voix pour se faire entendre. Nous avons organisé le blocus du conseil d'université, présidé par M. Querré. Nous étions à l'intérieur, proposant une motion, soutenus par le SNESUP, mais en minorité cependant. Les bataillons professoraux des facultés de Droit et Médecine s'opposant à nous. Nous n'arrivâmes pas à faire passer notre motion. Au moment du buffet (un ballet

d'employés d'un traiteur local se mettait en place, comme à Versailles) nous bloquâmes toutes les issues et ravitaillèrent les étudiants bloqueurs. Nous eûmes au moins la satisfaction de voir les notables s'échapper par les fenêtres de la salle du conseil. Au fil du temps nos contradicteurs évoluèrent, notamment par l'apparition de quelques marxistes-léninistes, tendance bretonne, que je connaissais bien.

Après les luttes de 1973, l'ébullition retomba, la grande majorité des étudiants repartant à ses occupations. Nous continuions même si nos troupes fondaient – le groupe important de l'après 68 avait fondu, chacun était parti vers ses nouveaux projets et nous ne pouvions recruter de nouveaux militants. Notre local devenait un trop grand pour notre nombre qui s'était réduit. Etudiant en préparation du CAPES, je menai un dernier combat syndical relatif au nombre de postes aux concours. Nous étions en préparation sans même connaître le nombre de postes à pourvoir. Lors de la visite du chef de cabinet de la ministre, Alice Saunier-Seité, elle-même originaire de l'UBO, nous montâmes une manifestation d'étudiants, obtenant une entrevue avec R.-F. Le Bris, son directeur de cabinet. Ce fut, je crois ma dernière action d'importance. Je garde un bon souvenir de cette action syndicale. Par la suite, j'ai eu l'occasion d'être responsable syndical dans mon lycée et de le représenter dans les instances régionales du SNES. Devenu personnel de direction, je rejoignis le SNPDEN-FEN puis UNSA, syndicat majoritaire des personnels de direction. L'UNEF Renouveau fut ma première expérience syndicale, elle m'amena à être par la suite syndiqué pendant toute ma carrière professionnelle, au total quarante-quatre années de syndicalisme.

Sur les manifestations du 8 mai 1968 dans l'Ouest et le mouvement étudiant :
BOUGEARD, Christian (dir.) ; et al. *L'Ouest dans les années 68*. Nouvelle édition [en ligne].
Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2012
<<http://books.openedition.org/pur/129924>>. ISBN : 9782753568808. DOI :
<https://doi.org/10.4000/books.pur.129924>.